

Commune de BAS ET LEZAT

*Actualisation du
Zonage de
l'assainissement
collectif et non
collectif*

Étude Préalable

Novembre 2020

Affaire n°809



Etablissement public du ministère
chargé du développement durable

SOCIETE ETUDES ET CONSEILS EN ASSAINISSEMENT ET EAU

SARL au capital de 20 000 €

Siege social: 3 rue Yves Lamourdedieu, 63500 ISSOIRE

Tél : 04.73.54.99.27 Fax : 04.73.54.99.51

Tél : 06.83.76.96.90 – e-mail : bernard.barrand@secae.fr



SOMMAIRE

PARTIE 1 : LES PRINCIPES	4
1.1 LES OBJECTIFS.....	5
1.2 QUELQUES DEFINITIONS	5
1.3 LES PRINCIPES & OBLIGATIONS.....	6
1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif	6
1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif	7
1.3.3 Concernant l'assainissement collectif.....	10
1.3.4 Concernant le zonage des techniques	10
PARTIE 2 : L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL	12
2.1 SITUATION GENERALE	13
2.2 RESEAU HYDROGRAPHIQUE	15
2.3 EAUX SOUTERRAINES ET CAPTAGES D'EAU POTABLE	17
2.4 DOCUMENTS D'URBANISME	17
2.5 GEOLOGIE	18
2.6 L'ETUDE DES SOLS.....	19
2.6.1 Présentation	19
2.6.2 Travaux effectués.....	20
2.6.3 Interprétation.....	20
PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT	22
3.1 TYPOLOGIE DE L'HABITAT – DONNEES GENERALES	23
3.2 ANALYSE DE L'HABITAT – RESULTATS.....	24
3.3 L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL EXISTANT	26
3.4 ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL ET NATURE DES SOLS.....	26
3.4.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel.....	26
3.4.2 Entretien.....	27
3.5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF « EAUX USEES »	27
PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	28
4.1 SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	29
4.1.1 Aspects techniques généraux.....	29
4.1.2 Aspects financiers.....	29
4.1.3 Scénarios d'assainissement	30
4.1.4 Aides à la réalisation des projets	30
4.2 APPRECIATION DU BUREAU D'ETUDES.....	30
5 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF	32

AVANT-PROPOS

L'eau est une ressource stratégique pour le développement de la société civile et l'économie. Ces usages sont multiples. C'est pourquoi a été élaboré un cadre réglementaire, basé sur un modèle de gestion écologique et économique de la ressource en eau. Ce cadre est fourni par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006, repris notamment dans l'article L211-1 du code de l'Environnement :

«I. Les dispositions (...) du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

**La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides (...) ;*

**la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversement, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, etc. ;*

** la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;*

**Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;*

**La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;*

**La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.*

(...)

II. La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

**De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;*

**De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;*

**De l'agriculture (...) de l'industrie, de la production d'énergie, (...), des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques (...)"*

C'est donc dans un *objectif* :

sanitaire (évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations et des agglomérations tous les déchets d'origine humaine ou animale susceptibles de donner naissance à des putréfactions ou des odeurs) et,

de protection de l'environnement (éviter que les produits évacués puissent contaminer dans des conditions dangereuses, le milieu récepteur),

qu'intervient la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement.

Ce dernier amène ainsi, les communes, après enquête publique, à délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en vertu de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

" Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1 Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2 Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ; (...)"

Ces documents, élaborés notamment en fonction de la nature des sols et des contraintes liées à la typologie de l'habitat, doivent conclure sur un zonage communal des techniques d'assainissement pour les eaux usées domestiques, zonage soumis ensuite à enquête publique. Cette étude a été réalisée à la demande de la commune de BAS ET LEZAT. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Conseil Départemental sont associés au suivi de cette étude.

Il s'agit de proposer un panachage de solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat et d'actualiser l'étude initiale réalisée en 2000 sur la commune par le bureau d'études I.E.A.

PARTIE 1 : LES PRINCIPES

1.1 Les objectifs

La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30/12/06 a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation". Ce principe a été codifié à l'article L210-1 du Code de l'Environnement : *"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général"*.

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"Les communes ou leur établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;*
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,*
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;*
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement"*.

Le document présent traite des 2 premiers points.

La carte de zonage constitue la conclusion de l'étude du zonage d'assainissement.

1.2 Quelques définitions

L'assainissement non collectif est l'assainissement des eaux usées produites dans une maison par des dispositifs d'assainissement installés dans le terrain de l'usager, donc dans le domaine privé (cf. annexe 1 descriptifs techniques).

La mise en œuvre de ces filières non collective doit tenir compte de plusieurs paramètres :

- adéquation de l'aptitude des sols et de la technique,
- emplacement réservé pour l'ensemble de l'ouvrage en respectant les distances réglementaires ou préconisées (35 mètres d'un puits utilisés en eau potable, 3 mètres des limites de propriétés, 5 mètres de l'habitation),
- respect de la technique de mise en œuvre conformément au DTU 64.1 (XPP16-603).

La filière d'assainissement autonome à privilégier s'appuie sur "les tranchées d'épandage à faible profondeur". Toutefois, selon l'aptitude des sols, d'autres filières peuvent être préconisées. Dans certains contextes, des filières drainées (filtre à sable drainé) devront s'envisager. Dans ce cas de figure, il importe de préciser que ces filières supposent la recherche de l'exutoire. Ainsi cette filière reste tributaire d'une part de la présence de cet exutoire et d'autre part de l'autorisation du propriétaire de celui-ci.

La RÉHABILITATION de l'assainissement non collectif est la remise en état des assainissements non collectifs selon des techniques adaptées à la nature des sols et conformes aux prescriptions techniques de la date à laquelle l'installation a été installée. Dans le cadre de cette réhabilitation, et dans l'hypothèse où la maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune (article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992), il a lieu d'obtenir :

- une signature de convention entre le particulier et la municipalité,
- une inscription aux hypothèques afin de garantir, en cas de changement de propriétaire, la continuité de l'entretien.

Afin de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de traitement, la réalisation des travaux et l'entretien des installations peuvent être assurés, par exemple, par la municipalité (possibilité offerte par la loi sur l'eau de 1992). Les frais d'entretien communaux seront alors, facturés au particulier au prorata du volume d'eau consommé.

Est appelé sur un plan technique, "**assainissement COLLECTIF**", toute technique d'assainissement basée sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseau d'assainissement). Ce réseau conduit à une station d'épuration également implantée dans le domaine public. Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation.

1.3 Les principes & obligations

Il s'agit de proposer des solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat.

Il ne s'agit en aucune manière d'opposer les filières d'assainissement collectif aux filières d'assainissement autonome.

1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif

Chaque habitation doit traiter ses eaux usées domestiques selon la réglementation en vigueur explicitée par l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié le 26 avril 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (D.T.U. 64.1, version de août 2013 en vigueur) : "Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif".

L'assainissement individuel se caractérise par la mise en place d'un **prétraitement**, d'un **traitement** des eaux usées et de leur **dispersion**. Le **prétraitement** est réalisé à l'aide d'une **fosse septique toutes eaux** collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume (minimum 3 m³) est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

Le **traitement** dépend étroitement des **caractéristiques des sols**. Dans l'annexe 1 figurent les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leurs règles de dimensionnement. Cinq familles de dispositifs de traitement des eaux usées peuvent être proposées suite à la réalisation de la carte des sols :

- **les tranchées d'épandage à faible profondeur** : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- **le filtre à sable vertical non drainé** : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- **le filtre à sable vertical drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- **le filtre à sable horizontal drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- **le tertre d'infiltration** : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

D'autres systèmes (plus compacts) peuvent être utilisés pour répondre aux contraintes d'habitat. L'article 7 de l'arrêté de septembre 2009 précise que : « Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8. Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :

- Les principes généraux visés aux articles 2 à 5 ;
- Les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO₅. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques. »

La **dispersion** peut s'effectuer en place (dans le sol) ou dans un exutoire de surface (sur place, à aménager ou à créer suivant les cas généralement avec autorisation) selon le type de traitement. Les filières actuellement agréées sont reprises en annexe.

1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif

1.3.2.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :

I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

II. - La commune délivre au propriétaire de l'installation d'assainissement non collectif le document résultant du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation.

Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Le principe de l'assainissement non collectif, dépendant de la nature des terrains, est basé sur une habitation standard type T4, occupée par 3 à 4 personnes. Ces habitations peuvent donc être assainies en fonction des classes d'aptitudes précisées par la carte des sols, un retour à la parcelle est à conseiller.

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 f :

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux et prescriptions techniques décrits dans le présent arrêté. Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble, à l'exception du cas prévu à l'article 4.

Article L216-6 du Code de l'Environnement:

"Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. "

1.3.2.2 Relève de la responsabilité de la commune

L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

(Article L2224-8, Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.)

Les modalités du contrôle technique de l'assainissement non collectif par les communes ont été redéfinies par **l'Arrêté du 27 avril 2012, abrogeant l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif** qui prend en compte les nouvelles spécificités du contrôle introduites par la loi, et notamment les composantes de la mission de contrôle :

- pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen de la conception, vérification de l'exécution,
- pour les autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien.

L'arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes. En effet, la loi Grenelle 2 distingue clairement le cas des installations neuves, devant respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées par arrêté, des installations existantes dont la non-conformité engendre une obligation de réalisation de travaux, avec des délais différents en fonction du niveau de danger ou de risque constaté. Ainsi :

- les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :

"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;

2° Pour procéder, selon les cas, à la vérification ou au diagnostic des installations d'assainissement non collectif en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

3° Pour procéder, à la demande du propriétaire, à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif, si la commune assure leur prise en charge ;

4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques."

Les communes peuvent actuellement bénéficier d'aides pour la réhabilitation de l'assainissement individuel, à la condition que ces travaux soient envisagés de manière globale sous Maîtrise d'Ouvrage publique (article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992). Ces aides sont liées à la prise en charge de l'assainissement individuel par une collectivité, tant au niveau de l'investissement que du fonctionnement et de l'entretien. La mise en place d'un service d'assainissement individuel apparaît alors nécessaire, l'assainissement individuel entrant dans un service collectif d'assainissement, basé sur des techniques individuelles.

Deux arrêtés, respectivement du **7 mars 2012** et du **27 avril 2012**, qui sont entrés en vigueur le 1er juillet 2012, révisent la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif. Ces arrêtés reposent sur trois logiques : mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation ; réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement ; s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes.

Cette évolution réglementaire vise également à préciser les missions des services publics d'assainissement non collectif sur tout le territoire. Les arrêtés réduisent les disparités de contrôle qui peuvent exister d'une collectivité à l'autre, facilitent le contact avec les usagers et donnent une meilleure lisibilité à l'action des services de l'État et des collectivités.

Pour le contrôle des installations, les modalités de contrôle des SPANC sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Une distinction est faite entre : les installations à réaliser ou à réhabiliter, pour lesquelles les contrôles de conception et d'exécution effectués par les SPANC déterminent la conformité à la réglementation en vigueur ; les installations existantes, pour lesquelles le contrôle périodique de bon fonctionnement, d'entretien et d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et des dangers pour la santé des personnes permettent d'identifier les non-conformités éventuelles et les travaux à réaliser.

Pour les installations existantes, en cas de non-conformité, l'obligation de réalisation de travaux est accompagnée de délais :

- un an maximum en cas de vente ;
- quatre ans maximum si l'installation présente des risques avérés de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes.

La possibilité est donnée aux SPANC de moduler les fréquences de contrôle (suivant le niveau de risque, le type d'installation, les conditions d'utilisation...), dans la limite des dix ans fixée par la loi Grenelle 2.

1.3.3 Concernant l'assainissement collectif

1.3.3.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

Article L1331-2 du Code de la Santé Publique :

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal »

1.3.3.2 Relève de la responsabilité de la commune

L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

1.3.4 Concernant le zonage des techniques

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être pris pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

RAPPEL : Définition d'un équivalent habitant (E.H.)

Un équivalent habitant est une "unité de mesure" correspondante à la quantité d'effluents rejetée par un individu par jour.

Un équivalent habitant correspond (selon l'arrêté du 6 mai 1996) à :

150 litres/jour, en zone rurale, les chiffres seraient plus proches des 110 à 120 litres par jour,

90 g de MES/j (Matières en suspension),

60 g de DBO₅/j (Demande Biologique en Oxygène pendant 5 jours),

15 g de NTK/j (Azote Kjeldhal),

4 g de PT/j (Phosphore total).

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent un certain nombre de paramètres. Citons :

- la qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,
- les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,
- la sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),
- les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,
- les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,
- les aspects financiers** liés à la réalisation pratique des différentes solutions envisageables.

Le zonage défini sur ces principes est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la protection du milieu, la salubrité publique et le développement futur, tout en restant compatible avec les possibilités financières de la commune.

Nous essaierons donc, de proposer des dispositifs collectifs adaptés aux contraintes du milieu et à l'importance des flux à traiter.

PARTIE 2 : L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL

2.1 Situation générale

La commune de Bas et Lezat est située au nord du département du Puy de Dôme, au cœur de la plaine de la Limagne, entre la Grande Limagne et la Limagne Bourbonnaise. La commune de Bas et Lezat appartient au canton de Maringues, à l'arrondissement de Riom et à la Communauté de Communes Plaine Limagne. Elle est située à 40 km au nord-est de Clermont-Ferrand, à 17 km au sud-ouest de Vichy et à 5 km à l'ouest de Randan. La superficie de la commune est de 12,59 km².

La principale voie de communication de la commune est la RD 223 reliant Randan à Aigueperse en traversant le bourg de Bas et Lezat d'Est en Ouest.

La commune abrite une population de 326 habitants (selon les données de l'I.N.S.E.E de 2016). L'habitat est principalement concentré sur le bourg de la commune. Quelques hameaux sont cependant présents sur la commune : Lezat, les Granges ou encore l'Abbaye.

Le paysage de la commune est peu marqué avec une altitude minimale de 319 mètres au sud-ouest de la commune, le long des berges du ruisseau des Fontaines de Marchezat et une altitude maximale de 393 mètres à l'est de la commune, dans les bois de France. Le bourg de Bas et Lezat est situé à une altitude moyenne de 330 mètres.





2.2 Réseau hydrographique

Quelques cours d'eaux sont présents sur la commune de Bas et Lezat. Les deux principaux cours d'eau de la commune sont le ruisseau de l'Abbaye et le ruisseau des fontaines de Marchezat qui drainent l'ensemble du territoire communal. En dehors de ces ruisseaux, de nombreux petits ruisseaux à l'écoulement plus ou moins pérenne sont présents sur la commune. Le ruisseau de l'Abbaye reçoit les effluents traités de la station d'épuration de Bas et Lezat.

Le ruisseau de l'Abbaye est un affluent du ruisseau du Buron, sous-affluent de l'Allier.

La qualité des cours d'eau est attribuée à partir des mesures physico-chimiques réalisées lors de campagnes de prélèvement. La classe de qualité attribuée représente la qualité moyenne du cours d'eau. Elle est fixée à partir des grilles de qualité fixées par l'Agence [Loire Bretagne](#) (cf. Extrait ci-dessous).

Les résultats des classes de qualité sont calculés par l'outil SEQUEAU à partir des données brutes du réseau mensuel de qualité des eaux suivi par la DREAL. Cinq principaux critères ou altérations sont ainsi suivis :

- Matières organiques et oxydables (MOOX)
- Matières azotées (AZOT)
- Nitrates (NITR)
- Matières Phosphorées (PHOS)
- Effets des proliférations végétales (EPRV)

Ils déterminent ainsi l'appréciation de la qualité d'eau. Chaque paramètre fait l'objet d'une note entre 1 et 100 de la plus mauvaise qualité à la meilleure. Un extrait de la grille de calcul SEQUEAU est présenté ci-dessous :

	Bleu	vert	jaune	orangé	rouge
Indice /100	80	60	40	20	
Matières organiques et oxydables (MOOX)					
O ₂ (mg/l)	8	6	4	3	
Sat O ₂ (%)	90	70	50	30	
DBO ₅ (mg/l)	3	6	10	25	
COD (mg/l)	5	7	10	15	
COD (Ex5)	NC	NC	NC	NC	NC
NH ₄ ⁺ (mg/l)	0,5	1,5	6	8	
NKJ (mg/l)	1	2	4	12	
Matières azotées hors nitrate (AZOT)					
NH ₄ ⁺ (mg/l)	0,1	0,5	2,0	5	
NKJ (mg/l)	1	2	4	10	
NO ₂ ⁻ (mg/l)	0,03	0,3	0,5	1	
Nitrates (NITRAT)					
NO ₃ ⁻ (mg/l) Biologie	2		NC	NC	NC
Qualité des eaux	2	10	25	50	
Matières Phosphorées (PHOS)					
PO ₄ ³⁻ (mg/l)	0,1	0,5	1	2	
Pt (mg/l)	0,05	0,2	0,5	1	
Particules en suspension (PAES)					
MES (mg/l)	25	50	100	150	
Température (TEMP)					
T° (°C) 1 ^{ère} cat pisc	20	21,5	25	28	
T° (°C) 2 ^{ème} cat pisc	24	25,5	27	28	
Acidification (ACID)					
pH (min max)	6,5	6	5,5	4,5	<4,5
pH (Ex3)	6	5,8	5,5	4,5	
Effets des Proliférations végétales (EPRV)					
Chloro _a + phéo.	10	60	120	240	
Sat O ₂ (%)	110	130	150	200	
pH	8,0	8,5	9,0	9,5	
Δ O ₂ mini max	1	3	6	12	

Une station de mesures de qualité est présente sur le ruisseau du Buron, en amont de sa confluence avec Allier. D'après cette station, le Buron est classé de la façon suivante :

Paramètre	Le Buron
État biologique	Bon état
État physico-chimique général	Médiocre
Matières azotées	Moyen
Matières phosphorées	Médiocre
Acidification	Bon état

Une station de mesures de débit est présente en aval de la confluence du Buron avec l'Allier, sur la commune de Saint Yorre. Les résultats de cette station sont présentés en annexe.

La qualité physico-chimique moyenne du ruisseau du Buron est médiocre.

La qualité de rejet de toute **unité de traitement** des eaux usées devra être **adaptée à la sensibilité du milieu récepteur**. Le SDAGE Loire Bretagne définit l'**objectif de qualité** : le Buron depuis Saint Clément de Regnat jusqu'à sa confluence avec l'Allier (masse d'eau FRGR0274) doit **atteindre un bon potentiel écologique dès 2020, un bon état chimique et un bon potentiel global d'ici 2021**.

De plus, le ruisseau du Buron fait partie du SAGE Allier Aval, dont un des principaux objectifs est l'amélioration de la qualité des eaux superficielles et la lutte contre l'anthropisation. L'ensemble du territoire communal est classé en zone sensible à l'eutrophisation (la Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron).

Une attention particulière doit donc être portée à tout rejet d'eaux usées dans les cours d'eau pour limiter les risques de dégradation.

La commune de Bas et Lezat est concernée par des mesures de gestion ou de protection du milieu naturel, du paysage ou des eaux. Les zones concernées sont précisées ci-dessous :

Liste des Zonages 'Nature'	
Nom du Zonage	Type de Zonage
Forêt de Montpensier et bois Saint-Geat	ZNIEFF de type 1
Forêt de Randan	ZNIEFF de type 1
Allier aval	SAGE
La Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron	Zone sensible à l'eutrophisation
Zones vulnérables aux nitrates	Zone vulnérable

L'inventaire ZNIEFF (Zone Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. Cet Inventaire différencie deux types de zone :

Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiées et délimitées parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois, l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

2.3 Eaux souterraines et captages d'eau potable

Les consommations d'eau potable de la commune et les dotations hydriques peuvent être appréhendées au travers des données de consommation annuelle.

La commune de Bas et Lezat fait partie du Syndicat Intercommunal Sioule et Morge. Jusqu'au mois de février 2020 la gestion des réseaux du syndicat était déléguée à la Société Publique Locale SEMERAP. Depuis le 1^{er} mars 2020, le Syndicat assure en régie ses missions de production et de distribution de l'eau potable.

Aucun captage d'eau potable n'est présent sur la commune.

Selon les données du listing des consommations en eau transmis par les services du Syndicat, la commune compte **177 abonnés** en 2019 raccordés au réseau d'alimentation en eau potable dont **159 abonnés** ayant une consommation non nulle. Sur l'ensemble de l'année 2019, la consommation des abonnés communaux représentait **9 120 m³** soit **157 l/abonné/j**.

Trois gros consommateurs (consommation supérieure à 250 m³/an) sont présents sur la commune. Il s'agit essentiellement d'exploitations agricoles pour une consommation de **1 076 m³** d'eau en 2019, soit 12% de la consommation totale de la commune. Sans prendre en compte ces consommations, la consommation domestique d'eau potable sur la commune de Bas et Lezat est de 8 044 m³, soit **68 l/jour/habitant**.

Cette consommation moyenne est sensiblement inférieure à la dotation hydrique standard nationale de 150 l/habitant/j.

La commune de Bas et Lezat compte **120 abonnés** au réseau d'assainissement collectif pour une consommation en 2019 de **5 603 m³**, soit **128 l/abonné/j**.

2.4 Documents d'urbanisme

La commune ne possède aucun document d'urbanisme, la commune est donc sous le régime du Règlement National de l'Urbanisme (RNU).

Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUiH) est en cours d'élaboration. Ce document est piloté par la communauté de communes Plaine Limagne.

Un PLUiH est un outil stratégique permettant de gérer le foncier intercommunal pour répondre aux besoins dans les années à venir. Il comprend plusieurs documents :

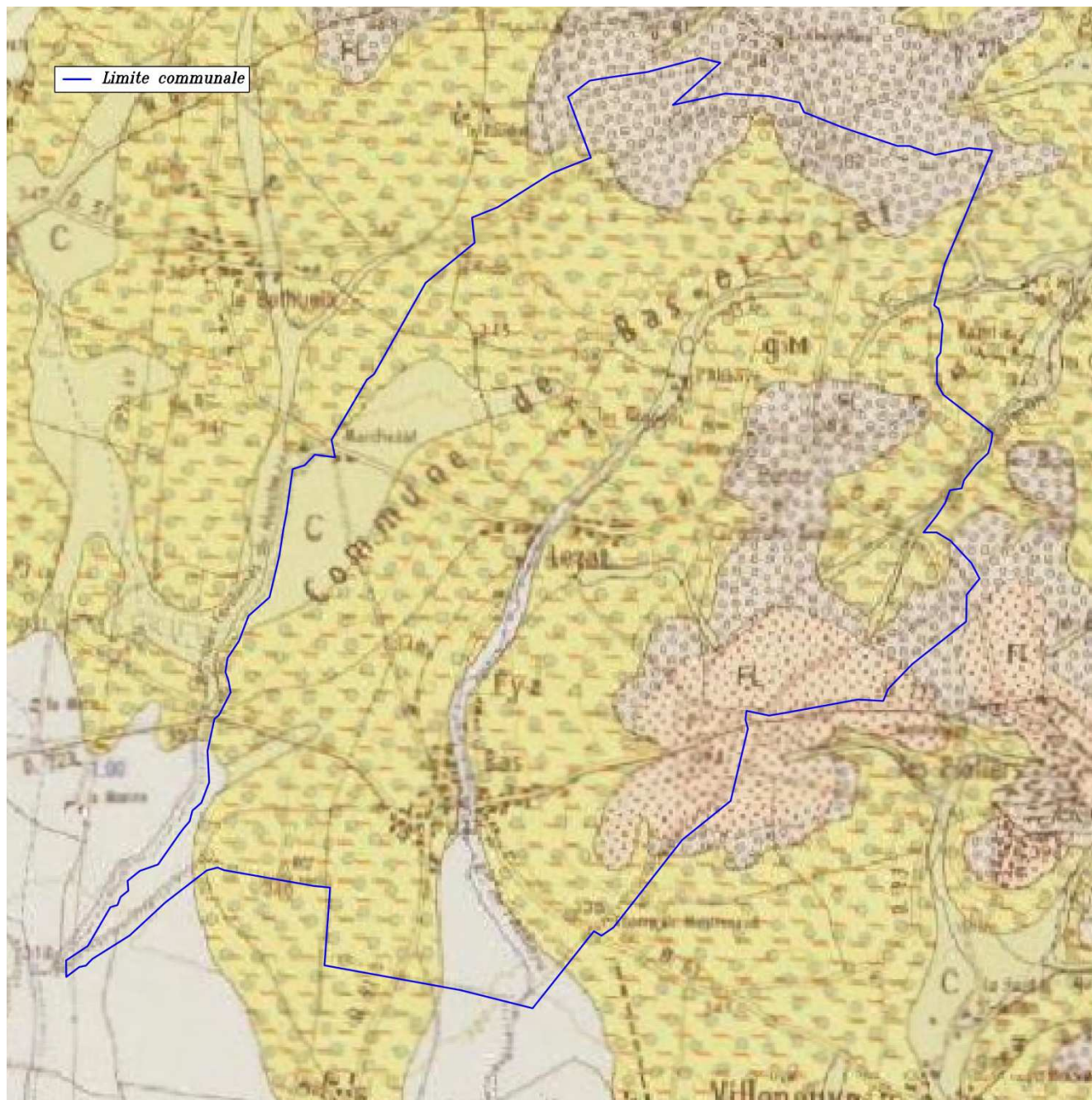
- un diagnostic territorial, agricole et environnemental, comprenant en outre un volet spécifique habitat,
- un projet d'aménagement et de développement durable (PADD), projet politique qui sera décliné dans les documents suivants,
- un zonage, qui permet de délimiter les espaces constructibles (permettre la construction de logements en fonction de la population attendue), naturels (à préserver pour des raisons de biodiversité, de fragilité, d'inondabilité), agricoles (à maintenir pour la pérennité de cette activité économique),
- un règlement qui viendra définir les règles de construction ou de réhabilitation du bâti,
- un programme d'orientation et d'aménagement, qui sera une programmation d'actions pour développer l'habitat sur le territoire,
- des orientations d'aménagement et de programmation qui viendront schématiser des projets à venir ou des thèmes à approfondir

La législation récente fait du PLU et du PLUi un outil de mise en œuvre de la transition énergétique et écologique : mise en place de trames vertes et bleues permettant le déplacement des espèces et favorisant la biodiversité, déclinaison opérationnelle des objectifs du plan climat air énergie territorial, protection des zones humides...

Le PLUi devrait être approuvé en fin d'année 2020.

2.5 Géologie

Sur l'extrait des cartes géologiques de Bas et Lezat ci-dessous, nous pouvons voir les différentes formations présentes sur la commune.



La commune de Bas et Lezat repose sur quatre grands types de substratum :

- Des formations de sables et argiles du Bourbonnais, correspondant à un ensemble de dépôts fluviaux et pluvio-lacustres constitués de galets, graviers, sables, silts et argiles en place ou peu remaniés.
- Des colluvions diverses (argiles, sables, graviers, galets) de fond de vallon
- Des alluvions et colluvions imbriquées de composition variable (argiles, marnes, sables et localement galets) formant un complexe de dépression
- Des colluvions alimentées par la formation des sables et argiles du Bourbonnais et les formations alluviales

La commune de Bas et Lezat se situe dans le bassin d'effondrement oligocène de la Limagne.

2.6 L'étude des sols

Il est à noter que les données de ce chapitre sont reprises de l'étude réalisée en 2000 par le bureau d'études IEA.

2.6.1 Présentation

La nature des sols est déterminée à partir de sondages à la tarière et de fosses pédologiques ouvertes avec un tractopelle. A chaque sondage ou fosse sont observées des données locales telles :

- La végétation
- L'hydrologie (présence d'une nappe),
- La géomorphologie (pente, relief).

Les profils pédologiques sont décrits (distinction des horizons successifs : profondeur, texture, couleur, nature et quantité des éléments grossiers).

La nature du substratum est déterminée. La définition de la vitesse de percolation du sol s'effectue à l'aide d'un test d'infiltration selon la méthode de Porchet à niveau constant. Ceci permet de caractériser la perméabilité de chaque sol étudié.

L'ensemble de ces données obtenues sur le terrain permet de définir un zonage. La méthode cartographique est la suivante :

- L'interprétation des sondages s'effectue à l'aide du tableau ci-dessous, qui exprime, d'une manière synthétique, l'aptitude globale du sol à épurer et à disperser-restituer pour un site donné.

	Perméabilité	Profondeur hydromorphie (m)	Profondeur substratum (m)	Pente (%)
Favorable	10 à 500 mm/h soit $2,7 \cdot 10^{-6}$ m/s à $1,38 \cdot 10^{-4}$ m/s	> 1,50	> 1,50	< 2
Moyennement favorable	6 à 10 mm/h soit $1,6 \cdot 10^{-6}$ m/s à $2,7 \cdot 10^{-6}$ m/s	De 1,50 à 1	De 0,80 à 1,50	2 à 10
Défavorable	< 6 mm/h ou > 500 mm/h soit < $1,6 \cdot 10^{-6}$ m/s et > $1,38 \cdot 10^{-4}$ m/s	< 1,00	< 0,80	> 10

- Selon les paramètres tels que la perméabilité, l'hydromorphie, la roche et la pente, des limites ont été établies et permettent de cartographier chaque site en vert, jaune, orange ou rouge.

Couleur	Filière d'assainissement individuel
Vert	Sol type 1 : aptitude à l'épandage souterrain dans le sol en place par tranchées à faibles profondeurs. Sol relativement favorable. La surface de l'épandage sera dimensionnée en fonction des perméabilités du sol et de la nappe. Une vérification du site à la parcelle reste cependant nécessaire.
Jaune	Sol type 1 aménagé: aptitude à l'épandage souterrain aménagé en terrasse. Contrainte de pente très importante. Une vérification du site à la parcelle reste cependant nécessaire.
Orange	Sol type 2 : aptitude à l'épandage par sol reconstitué non drainé. Normal ou surélevé « tertre ». Terrain inapte à l'épuration mais possibilité d'évacuation des effluents traités dans le sous-sol.
Rouge	Sol type 3 : aptitude à l'épandage par sol reconstitué drainé. Plus ou moins surélevé et plus ou moins en terrasse. Terrain inapte à l'épuration et à l'évacuation des eaux usées. Rejets superficiels

Par ailleurs, à l'intérieur de chaque couleur, on différencie l'influence des différents paramètres selon l'importance des contraintes (hachures, rond...). En plus des différentes contraintes de sol, il est nécessaire de tenir compte de la surface disponible autour des différentes habitations.

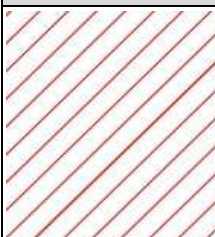
2.6.2 Travaux effectués

Lieux-dits	Secteur	Sondage à la tarière à main	Test d'infiltration	Fosse pédologiques
La Rodde	1	1	/	/
Marchezat	2	1	/	/
Les Granges	3	2	1	1
L'Abbaye	4	2	1	/
Les Charbonniers	5	1	1	/
Lezat	6	5	2	2
Le Bourg	7	8	5	3
Total		20	10	6


2.6.3 Interprétation

Pour chacun des secteurs étudiés, une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome est réalisée à l'aide de la méthode précédemment décrite.

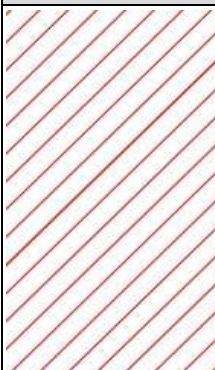
Secteur 1 : La Rodde

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (sol trop argileux) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 40 et 90 cm de profondeur en S9 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	Colluvions alimentées par la formation des sables et argiles du Bourbonnais et les formations alluviales	<p>Sol de type III</p> <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossés

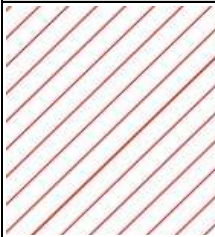
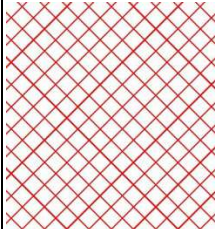
Secteur 2 : Marchezat

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (sol trop argileux) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 100 cm de profondeur en S17 	Colluvions de fond de valons	<p>Sol de type III</p> <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossés

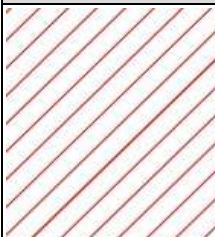
Secteur 3 : Les Granges

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable ($K = 0,7$ mm/h en S5) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 70 cm de profondeur en S5, entre 0 et 80 cm de profondeur en S7 et entre 0 et 400 cm de profondeur en fouille 6 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	Colluvions alimentées par la formation des sables et argiles du Bourbonnais et les formations alluviales	<p>Sol de type III</p> <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossés, ruisseau

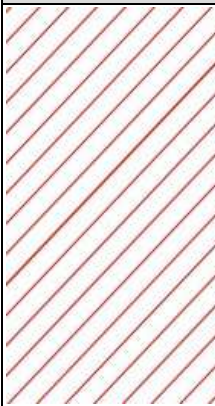
Secteur 4 : Château Gaillard – L'Abbaye

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (sol trop argileux) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 100 cm de profondeur en S6 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	Colluvions de fonds de vallons à l'Abbaye	Sol de type III <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossés
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (K = 7,6 mm/h en S2) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 60 cm de profondeur en S2 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	Sables grossiers à graviers et galets au Château Gaillard	Sol de type III <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossé à créer, ruisseau

Secteur 5 : Les Charbonniers

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (K = 5,5 mm/h en S1) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 70 cm de profondeur en S1 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	Sables grossiers à graviers et galets et colluvions alimentées par la formation de ces sables et argiles du Bourbonnais	Sol de type III <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : fossés à créer

Secteur 6 : Lezat

Zone	Contraintes	Géologie	Filières d'assainissement
	<ul style="list-style-type: none"> - Sol imperméable (K = 0,7 mm/h en S3, K=3,4 mm/h en S4) - Écoulements d'eau temporaires : traces d'hydromorphie entre 0 et 70 cm de profondeur en S3 et S4, entre 0 et 190 cm de profondeur en S8 et en S16 et entre 0 et 360 cm de profondeur en fouille 5 - Pente modérée (de 2 à 10%) 	<p>Alluvions du ruisseau de l'Abbaye</p> <p>Colluvions alimentées par la formation des sables et argiles du Bourbonnais et les formations alluviales</p>	Sol de type III <ul style="list-style-type: none"> - Épandage par un massif sableux, drainé, étanche, à rejet superficiel - Exutoire possible : ruisseau, fossé, réseau

Par rapport à l'étude de sol initiale (2000), la réglementation a évolué et sur les sols peu favorables ou défavorables, il existe maintenant de nombreuses filières plus ou moins compactes qui permettent d'assurer un traitement des effluents avant rejet en surface (voir annexe 2).

PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT

3.1 Typologie de l'habitat – Données générales

Le zonage des techniques d'assainissement repose sur la configuration de l'habitat.

L'objectif est de faire ressortir les zones du bâti où le taux de contrainte vis à vis de la mise en œuvre d'un assainissement autonome est élevé (> 30 %).

Les bourgs et les hameaux à fort taux de contraintes feront l'objet d'analyses technico-financières de solutions d'assainissement en autonome regroupé ou en collectif pour pallier à la complexité de la mise en place de filières d'assainissement autonome.

Les maisons à contraintes sont les habitations qui possèdent une parcelle présentant des difficultés techniques rendant difficile voire impossible la mise en place d'un dispositif d'assainissement individuel conforme.

L'assainissement autonome est réglementé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 et normalisé par le document technique unifié D.T.U. 64-1 (2013).

Les habitations sont répertoriées par des points de couleur afin de visualiser les différentes contraintes de l'habitat :

Couleur de la maison	Contrainte	Critères techniques
Vert	Aucune	La mise en œuvre d'un assainissement individuel ne pose pas de problème technique
Rouge	Surface	La parcelle attenante à l'habitation n'est pas assez grande pour mettre en place un assainissement individuel
Bleu	Topographie	La parcelle attenante à l'habitation ne permet pas une desserte gravitaire (contre pente) ou bien est trop en pente (> 15 %)
Jaune (ou orange)	Occupation ou accès difficile	La parcelle attenante à l'habitation est fortement aménagée ou encombrée par un jardin paysager, une cour gravillonnée, ...

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements individuels selon des techniques adaptées à la nature des sols.

Habitat, densité, urbanisme

L'évolution démographique de la population permanente au cours des 50 dernières années est précisée sur le tableau ci-dessous (données INSEE) :

Année	1968	1982	1990	1999	2006	2016
Population	214	205	185	209	243	326
Evolution	-4.21%	-9.76%	12.97%	16.27%	34.16%	
Evolution annuelle	-0.31%	-1.27%	1.36%	2.18%	2.98%	

Sur les cinquante dernières années, l'évolution de la population de la commune a connu deux phases : une baisse significative entre 1968 et 1990 où la population est passée de 214 à 185, soit une baisse de 13,5%, puis une hausse importante et continue entre 1990 et 2016 où la population est passée de 185 habitants à 326, soit une hausse de plus de 75%.

En 2016, la commune comptait **326 habitants permanents** répartis dans **139 résidences principales** (données INSEE 2016). **Le nombre moyen d'habitant par foyer est de 2,35** d'après ces données.

Le nombre total d'habitation sur la commune (données INSEE 2016) est de 165, avec :

Résidences principales : 84,2 % ;
Résidences secondaires et vacants : 15,8 %.

Année	1968	1982	1990	1999	2006	2016
Nombre de logements	98	111	114	118	126	165
(dont résidences principales)	(66)	(69)	(75)	(86)	(101)	(139)
Evolution	Globale	13.3%	2.7%	3.5%	6.8%	31.0%
	Rés. Principales	(4.5%)	(8.7%)	(14.7%)	(17.4%)	(37.6%)

Le nombre de résidence principale a évolué parallèlement à la population entre 1968 et 2016.

3.2 Analyse de l'habitat – Résultats

En 2016, la population est de 326 habitants (d'après les données INSEE) répartis sur environ 165 habitations ou activités génératrices d'eaux usées dont 139 résidences principales, soit un taux d'occupation par bâtiment voisin de 2,35.

Il faut noter qu'il y a environ 26 logements secondaires et vacants sur la commune, soit 16 % du nombre total d'habitations.

L'analyse générale de l'habitat sur la commune réalisée sur les habitations, conduit au constat suivant, dans l'optique d'une éventuelle réhabilitation de l'assainissement individuel (Cf. cartes fournies en annexe).

Sur 39 habitations recensées, les résultats sont les suivants :

Lieudits et secteurs	Nombre d'habitations par secteur	Nombre d'habitations à contraintes				% de contraintes par hameau
		surface	topographie	occupation	Total	
Lezat	24	0	0	2	2	8%
Les Granges	6	0	0	0	0	0%
L'Abbaye	3	0	0	0	0	0%
Les Charbonniers	3	0	0	0	0	0%
Habitat Dispersé	3	0	1	1	2	67%
TOTAL	39	0	1	3	4	
%	100%	0%	3%	8%	10%	

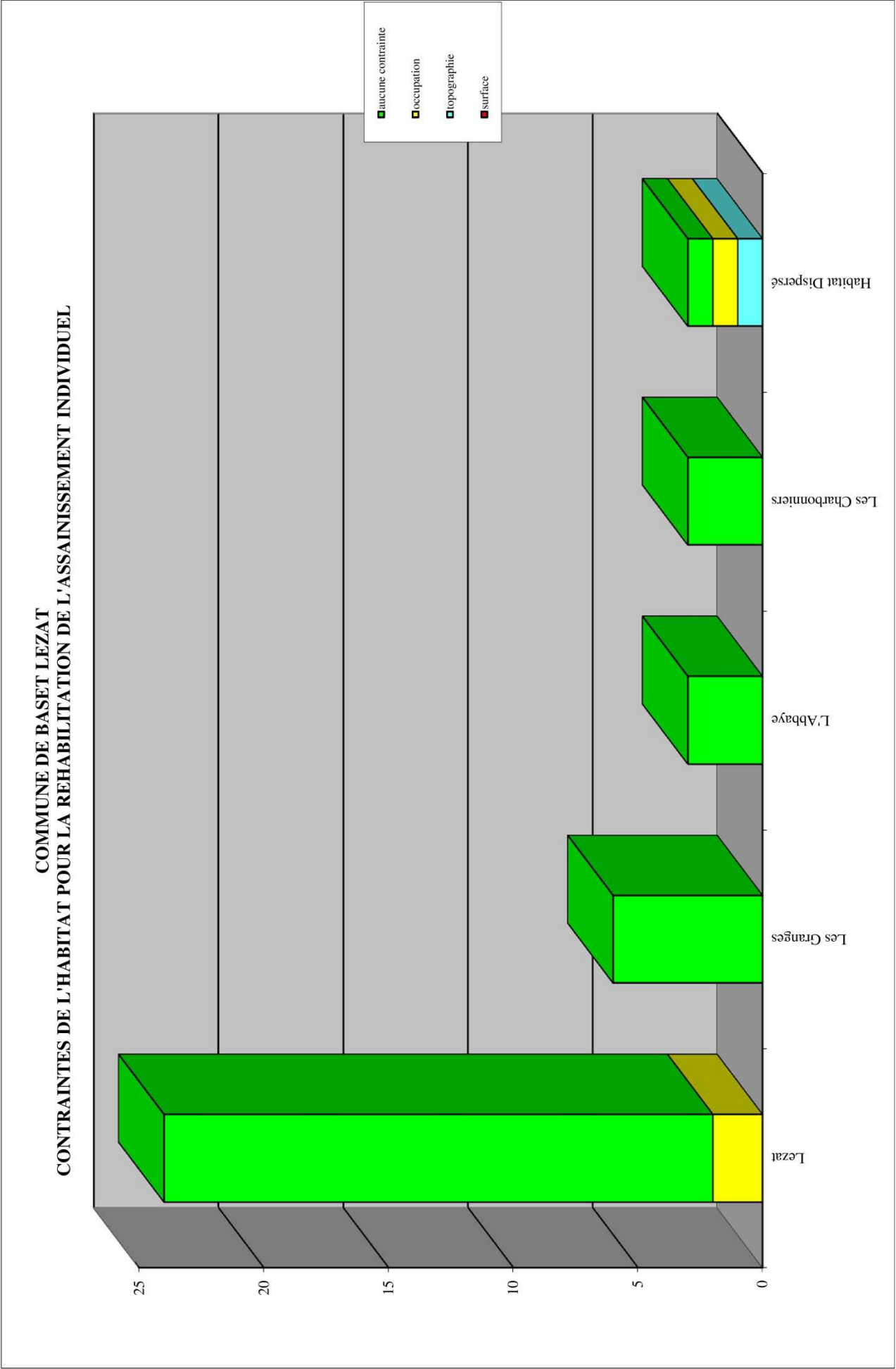
En dehors du Bourg, le hameau de Lezat est le principal lieu d'habitation, quelques autres lieux-dits sont également présents sur le territoire.

Les chiffres montrent qu'un faible nombre d'habitation (10%) de la commune présente des contraintes vis à vis de la réhabilitation de l'assainissement individuel. La contrainte la plus problématique est la contrainte du manque de surface disponible qui peut poser de réels problèmes pour implanter un dispositif d'assainissement individuel classique. Cette contrainte ne concerne aucune habitation sur la commune.

La majeure partie de l'habitat communal est favorable à l'assainissement individuel en terme de surface disponible autour des habitations. L'assainissement individuel reste réalisable pour la grande majorité des maisons eu égard à la surface disponible autour des habitations.

Aucun village ou lieu-dit de la commune ne présente un nombre d'habitation ou un pourcentage de contraintes suffisamment important pouvant éventuellement justifier la mise en place d'un assainissement collectif.

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes...).



3.3 L'assainissement individuel existant

Le Syndicat Intercommunal Sioule et Morge, assure la mission de Service Public de l'Assainissement Non Collectif sur la commune de BAS ET LEZAT. Le bilan des visites des ouvrages d'assainissement individuel de la commune réalisées en 2014 est repris ci-dessous :

- Nombre d'installations sur la commune : 37 unités dont 32 visitées
- Bilan des visites :
 - Installation conforme ou semblant conforme : 4 logements, soit 13 % des installations
 - Installation acceptable : 3 logements, soit 10 % des installations
 - Installation non conforme car incomplète, sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeures : 23 logements, soit 74 % des installations
 - Installation non conforme avec danger pour la santé des personnes : 1 logement, soit 3 % des installations

3.4 Assainissement individuel et nature des sols

L'assainissement autonome, loin de constituer un "sous-assainissement", est une composante indispensable de tout schéma d'assainissement en milieu rural à faible densité d'habitat.

Un assainissement individuel bien conçu, adapté au sol et bien entretenu présente des garanties équivalentes à un assainissement collectif. Il présente l'avantage de ne pas concentrer la pollution en un point unique et de mettre à contribution les facultés naturelles du milieu à "transformer, assimiler et dépolluer".

Le choix de la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre dépend de la nature des terrains et notamment de leur perméabilité. La cartographie des tendances de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome ci-jointe permet de définir des orientations à ce sujet.

3.4.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements autonomes existants selon des **techniques adaptées à la nature des sols et conformes à la réglementation** en vigueur. **Le coût** de cette mise en conformité est **très variable** d'une habitation à l'autre. Il **dépend** en partie de **la nature du dispositif** à mettre en place, mais également de la **difficulté de réalisation du chantier** :

- localisation des sorties d'eaux usées de l'habitation non adaptées,
- occupation de la surface du terrain par un bosquet, des voies de circulation,
- accès difficile du chantier nécessitant un certain nombre de dégâts et de remise en état,
- présence de réseaux enterrés gênant les travaux (A.E.P, électricité, téléphone...).

Ces postes représentent facilement 50% du coût du chantier, et ne peuvent sérieusement être abordés que dans le cadre d'un Avant-Projet Détaillé.

Nous retiendrons toutefois les prix moyens suivants en fonction de la nature du dispositif à mettre en œuvre selon les différents types de sol (travaux en situation de réhabilitation et travaux faits par entreprise) :

TECHNIQUE

Tranchées d'épandage à faible profondeur
Filtre à sable vertical non drainé
Filtre à sable drainé
Solution « compact », filière agréée

PRIX H.T.

5 000 à 7 000 €
6 000 à 8 000 €
7 000 à 10 000 €
8 000 à 12 000 €

Pour les habitations concernées par la mise en œuvre de filières drainées avec rejet des effluents traités en surface, il faudra observer une attention toute particulière aux problèmes liés :

- à la nécessité d'avoir un exutoire superficiel utilisable en limite de propriété,
- aux autorisations de rejet au milieu hydraulique superficiel,
- à la concentration de ces rejets en surface.

Ces aspects sont importants en termes de réhabilitation de l'assainissement autonome mais aussi pour les constructions à venir. Il pourra être judicieux de jouer sur la **taille minimale des parcelles en zone d'assainissement individuel** afin de limiter la concentration des rejets. Ceci doit déboucher sur une **réflexion** de la collectivité locale concernant **l'urbanisation à venir** et être **pris en compte dans l'instruction des permis de construire**.

3.4.2 Entretien

L'entretien d'installations individuelles est réduit : il se limite à une vidange régulière des fosses toutes eaux tous les 4 ans, ainsi qu'à une visite et à un nettoyage régulier des éventuels préfiltres et bacs dégraisseurs (3 à 4 fois par an). Les conditions actuelles de la vidange sont précisées sur le schéma joint.

Le coût de l'entretien est donc fonction des tarifs pratiqués par les vidangeurs dans le département. D'une manière générale, il est de l'ordre de 230 € H.T. pour une fosse toutes eaux de 3 000 l. Il est néanmoins possible de diminuer ces coûts dans le cas de vidanges groupées. Le coût maximum de l'entretien des installations est de l'ordre de **75 € H.T. /an par habitation**.

3.5 Assainissement collectif « eaux usées »

La commune de Bas et Lezat dispose sur son bourg d'un réseau de collecte des eaux usées de type séparatif construit en plusieurs tranches entre 2002 et 2012.

La station d'épuration de Bas et Lezat reçoit les effluents de l'ensemble des habitations du bourg de la commune et de sa périphérie. Elle est en service depuis janvier 2003, de type filtres plantés de roseaux et dimensionnée pour :

Nombre d'EH	Débit EU	DBO ₅	DCO	MES	NTK	Pt
240	36 m ³ /j	14,1 kg	28,8 kg	21,6 kg	3,6 kg	1,2

La filière de traitement est composée de :

- un poste de relevage
- un premier étage de filtres plantés de roseaux 360 m², trois filtres à écoulement vertical de 121 m² chacun (11 m x 11 m)
- un deuxième étage de filtres plantés de roseaux 308 m², deux filtres à écoulement horizontal de 154 m² chacun (7 m x 22 m)
- un troisième étage de filtre planté de roseaux 242 m², un filtre à écoulement horizontal de 11 m x 22 m
- un canal de mesures

Le rejet des effluents traités de la station s'effectue dans le ruisseau de l'Abbaye longeant la parcelle des ouvrages. Le ruisseau de l'Abbaye est un affluent du ruisseau du Buron, sous-affluent de l'Allier.

Simultanément à la mise à jour de son étude de zonage d'assainissement, la commune de BAS ET LEZAT réalise une étude diagnostique des réseaux d'assainissement et de la station d'épuration.

PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

4 ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT

4.1 Solutions d'assainissement collectif

4.1.1 Aspects techniques généraux

Dans le cadre d'un rapport intermédiaire, il est généralement proposé la mise en place de filières d'assainissement collectif. Les filières d'assainissement évoquées sont basées sur un panachage de techniques individuelles, autonomes regroupés et collectives.

Il s'agit d'obtenir un assainissement au moindre coût, adapté aux conditions pédologiques et à la configuration du bâti.

Les solutions tiennent compte des contraintes apparues lors de l'étude du milieu et doivent être réalistes en termes de coûts financiers (investissement et fonctionnement) et des possibilités réelles techniques de réalisation de travaux.

Choix du type de réseau :

Lorsqu'il n'existe pas de structure de collecte, le réseau mis en place sera de type collectif séparatif, diamètre 200 mm, c'est-à-dire ne collectant que les eaux usées d'origine domestique.

Si un réseau de collecte d'eaux pluviales est déjà installé, celui-ci peut être utilisé comme collecteur unitaire sous réserve d'un diagnostic favorable. Avec des aménagements techniques plus ou moins importants à apporter, cette solution permet de diminuer le coût d'investissement de l'opération. Néanmoins, cette collecte unitaire implique des contraintes techniques au niveau du système de traitement.

Le réseau séparatif ne devant véhiculer que des effluents bruts, il sera demandé aux propriétaires de ne plus utiliser leur fosse septique existante, c'est-à-dire que celle-ci sera vidangée puis remplie de sable ou évacuée (travaux à la charge du propriétaire).

Il faut également savoir qu'en fonction du type de réseau (unitaire ou séparatif), le système de traitement est différent. Pour un système de collecte de type « séparatif » un traitement par filtre à roseaux ou décanteur digesteur et filtration sur sable est possible. Pour un système de collecte de type « unitaire » un traitement par lagunage est plus adapté aux fluctuations de débits.

Choix du dispositif de traitement

Le dispositif d'épuration doit comprendre un prétraitement, un traitement et un moyen de dispersion.

Il doit être situé à une distance d'au moins 100 mètres des premières habitations, proche d'une route ou d'un chemin d'accès, mais aussi d'un exutoire de surface (cours d'eau) tout en évitant les zones inondables.

Le dispositif à mettre en œuvre doit répondre à plusieurs critères :

- niveau de rejet acceptable par la rivière,
- charge organique et hydraulique faible,
- type de réseau de collecte,
- exploitation et entretien des ouvrages adaptés aux petites collectivités,
- investissements adaptés, ...

En fonction de ces critères différentes filières sont possibles : filtre à roseaux, filtre à sable, lagunage, boues activées...

4.1.2 Aspects financiers

Les coûts unitaires pris en compte pour évaluer les investissements de travaux d'assainissements sont précisés dans la proposition présentée dans les pages suivantes.

4.1.3 Scenarios d'assainissement

L'estimation prévisionnelle des réseaux de collecte présentée prend en compte l'ensemble des travaux à la charge de la commune. Il s'agit de coûts d'objectif hors taxes. Ces tableaux de synthèse n'intègrent pas le coût de raccordement des installations dans le « domaine privé » sur le réseau de collecte. Ces travaux en domaine privé incluent :

- La séparation du pluvial et des eaux usées,
- Le raccordement à la boîte de branchement avec la remise en état des terrains,
- La mise en place d'un relevage individuel en cas de topographie défavorable,
- Le court-circuitage et la neutralisation des installations existantes (fosse septiques, bacs dégraisseurs...). **Il est impératif de collecter des effluents bruts.**

Ces travaux sont à la charge des particuliers et leur bonne réalisation conditionne le bon fonctionnement de dispositifs de traitement collectifs.

Dans le cadre de la commune de BAS ET LEZAT, les villages et écarts actuellement non desservis par l'assainissement collectif sont limités en taille.

Compte tenu de l'importance des villages et écarts de la commune de BAS ET LEZAT, ces zones ressortent de l'assainissement non collectif. Dans le cadre de l'assainissement non collectif, les mises à niveau réglementaires sont à réaliser par les particuliers.

Il n'est pas proposé de scénario de collecte complémentaire. **La mise à jour du zonage consistera à une extension limitée en périphérie du bourg de la zone d'assainissement collectif, en prenant en compte certaines habitations déjà raccordées, actuellement en zone d'assainissement non collectif.**

4.1.4 Aides à la réalisation des projets

Sous certaines réserves, la commune est susceptible de percevoir des subventions du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour la réalisation de ces travaux.

Le Conseil Départemental peut participer à hauteur maximale de 35% du coût des travaux pour les réseaux si le coût des travaux de réseau est inférieur à 8 000 € HT/branchement et à 35% du coût de la station d'épuration (30%+5% pour commune en régie avec population inférieure à 500 habitants).

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne peut subventionner à hauteur de 35% du coût des travaux la création de réseau d'assainissement si le linéaire de ceux-ci est inférieur à 40 ml/branchement et également 35% du coût des travaux la création d'une station d'épuration si celle-ci est de capacité supérieure à 100EH.

4.2 Appréciation du bureau d'études

La décision définitive de retenir une zone en assainissement collectif ou non est du ressort de la collectivité, après enquête publique selon les dispositions de l'article L2224 du CGCT.

Il est rappelé que le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. Ce classement n'a pas pour conséquence :

- D'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances),
- D'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.
- De rendre ce secteur constructible. En effet la constructibilité d'une zone relève des règlements d'urbanisme.

Dans le cadre de la présente étude préalable, le bureau d'étude émet donc une appréciation sur les contraintes liées à l'assainissement collectif et non collectif sur les principales zones habitées de la commune non desservies. Ces appréciations sont prises en compte à partir des principaux critères suivants :

- **La qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,
- **Les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,
- **La sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),
- **Les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,
- **Les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,

Dans ces conditions et compte tenu des observations réalisées, il est proposé par le bureau d'études de maintenir en assainissement collectif les zones actuellement desservies.

Il n'est pas réalisé de proposition de collecte pour d'autres villages ou écarts.

La zone collective inscrite dans le plan joint devra être vérifié « à la parcelle près », en préalable à l'enquête publique pour tenir compte en particulier des zones constructibles envisagées par la commune dans le cadre de son projet de PLUi.

5 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

L'étude de zonage d'assainissement et ses conséquences en matière de mode d'épuration est un document important en termes d'urbanisme. En effectuant ces choix, la collectivité ne s'engage pas impérativement sur une réalisation de travaux, mais sur une programmation dans le temps en fonction de nombreux paramètres essentiellement financiers (capacité de financement, octroi d'aides diverses...).

Après études, la commune de BAS ET LEZAT a retenu le principe de l'assainissement sur les zones suivantes :

Assainissement collectif existant et futur

Le Bourg

La commune ne prévoit pas d'extension significative de son système d'assainissement actuel. Les modifications souhaitées par la commune sont des ajouts ou retraits ponctuels de parcelles situées à proximité des zones d'assainissement collectif existantes.

Assainissement autonome

Le reste de la commune

Les contraintes d'habitat mettent en évidence peu de difficultés à réaliser de l'assainissement individuel. Les zones habitées sont cependant relativement peu étendues et peu denses et des solutions d'assainissement individuel doivent globalement pouvoir être appliquées.

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes...).

Sur l'ensemble de la commune, il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L1331-1-1 du code de la santé publique). La collectivité a pour charge d'assurer le contrôle technique des dispositifs ainsi que la vérification périodique du bon fonctionnement (arrêté du 27 avril 2012).

Pour les secteurs en assainissement non collectif, le dispositif à mettre en œuvre sera les tranchées d'épandage ou le filtre à sable drainé ou non en priorité, ainsi que les dispositifs agréés par l'application de l'arrêté du 7 mars 2012.

Le schéma d'assainissement et le zonage qui en découle ne sont pas des éléments figés. Une remise à jour de ce document est possible en fonction de l'évolution de la commune.

ANNEXES

Annexe 1 : Données sur le milieu naturel

Annexe 2 : Filières d'assainissement non collectif

Annexe 3 : Plan de l'analyse de l'habitat

ANNEXE 1

DONNÉES MILIEU NATUREL

ANNEXE 2

FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Conformément à la réglementation en vigueur, les filières suivantes sont autorisées en matière d'assainissement autonome :

Dispositif issu du DTU 64-1 :

- les tranchées d'épandage à faible profondeur : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- le filtre à sable vertical non drainé : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- le filtre à sable vertical drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- le filtre à sable horizontal drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- le tertre d'infiltration : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

Les dimensionnements et conditions de mise en œuvre sont repris dans le DTU 64-1

- Filtres compact à zéolite (selon arrêté du 24 décembre 2003)

Au chapitre 3 « Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel » de l'annexe de l'arrêté du 6 mai 1996 susvisé, le paragraphe intitulé : « 1° Lit filtrant drainé à flux vertical » est modifié ainsi qu'il suit : I. - Au début du paragraphe, il est inséré le titre suivant : « a) Lit à massif de sable ». II. - Le paragraphe est complété par les dispositions suivantes : « b) Lit à massif de zéolite ». Ce dispositif peut être utilisé pour les habitations de 5 pièces principales au plus. Il doit être placé à l'aval d'un prétraitement constitué d'une fosse septique toutes eaux de 5 mètres cubes au moins. La surface minimale du filtre doit être de 5 mètres carrés. Il comporte un matériau filtrant à base de zéolite naturelle du type chabasite, placé dans une coque étanche. Il se compose de deux couches : une de granulométrie fine (0,5-2 mm) en profondeur et une de granulométrie plus grossière (2-5 mm) en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement. Le système d'épandage et de répartition de l'effluent est bouclé et noyé dans une couche de gravier roulé. Il est posé sur un géotextile adapté destiné à assurer la diffusion de l'effluent. Le réseau de drainage est noyé dans une couche de gravier roulé, protégée de la migration de zéolite par une géogrille. L'épaisseur de cette couche est de 15 cm au moins. L'aération du filtre est réalisée par des cheminées d'aération. Ce dispositif ne peut être utilisé lorsque des usages sensibles, telles la conchyliculture ou la baignade existent à proximité du rejet. »

Cette filière est mise en œuvre par différents constructeurs (EPARCO, SIMOP, OUEST Environnement,...)

Au vu de la part importante de la population française concernée par l'assainissement non collectif, les autorités françaises ont souhaité fixer des prescriptions techniques et notamment des seuils d'épuration dans l'arrêté du 7 septembre 2009. La procédure d'évaluation est décrite dans cet arrêté. Une procédure simplifiée basée exclusivement sur les rapports d'essais est prévue pour les produits marqués CE.

Les agréments suivants ont été publiés au Journal Officiel à la date du 14 janvier 2020 :

Les filtres compacts :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_700_4	4 EH	2017-002-ext01
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_800_5	5 EH	2017-002-ext02
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_900_6	6 EH	2017-002
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 3_800_5	5 EH	2017-002-ext03
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 3-900-6	6 EH	2017-002-ext04
BIOROCK	Gamme ECOROCK	6, 8, 10, 15 et 20 EH	2017-003, 2017-003-ext01, 2017-003-ext02, 2017-003-ext02, 2017-003-ext03 et 2017-003-ext04
BIOROCK	BIOROCK D5	5 EH	2010-026 et 2010-026bis
BIOROCK	BIOROCK D5-R et BIOROCK D-S5	5 EH	2010-026-mod01 et 2010-026-mod02
BIOROCK	Gamme BIOROCK D, modèles D10-FR	10 EH	2012-014
BIOROCK	Gamme BIOROCK D, modèles D6	6 EH	2012-014
BIOROCK	Gamme BIOROCK D-R, modèles D6-R et D-M6	6 EH	2010-026-mod01-ext01, 2010-026-mod02-ext01
BIOROCK	Gamme BIOROCK D-R, modèles D10-FR-R	10 EH	2010-026-mod01-ext02
BIOROCK	BIOROCK D-XL10	10 EH	2015-004
BIOTURBAT	Gamme BIOTURBAT, modèles BIOTURBAT 5, BIOTURBAT 6, BIOTURBAT 7, BIOTURBAT 10	5, 6, 7, 10 EH	2016-001-mod01, 2016-001-mod01-ext01 à 2016-001-mod01-ext03
BIOTURBAT	Gamme BIOTURBAT Cuve PE, modèles 5 EH et 6 EH	5, 6 EH	2016-001-mod01-ext04, 2016-001-mod01-ext05
BREIZHO	ClearFox by Breizho 4, 6, 8 et 15 EH	4, 6, 8 et 15 EH	2014-008, 2014-008-mod01, 2014-008-mod02, 2014-008-ext01, 2014-008-ext01-mod02, 2014-008-ext02, 2014-008-ext02-mod01, 2014-008-ext02-mod02, 2014-008-mod02-ext01 et 2014-008-mod02-ext02
DBO EXPERT	ENVIRO – SEPTIC ES 6 EH	6 EH	2011-014 et 2011-014bis
DBO EXPERT	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-011
DBO EXPERT	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-011-mod01 à 2012-011-mod03
DBO Expert France	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES mode étanche, modèles ES5EH, ES6EH-A, ES6EH-B, ES7EH-A, ES7EH-B, ES8EH-A, ES9EH-A, ES9EH-B, ES10EH-A, ES10EH-D, ES12EH-A, ES12EH-E, ES13EH, ES14EH-A, ES15EH-A, ES15EH-C, ES16EH, ES18EH-A, ES18EH-C, ES20EH-A, ES20EH-C	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2019-008-ext01 à 2019-008-ext21
DBO Expert France	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES mode non étanche, modèles ES5EH, ES6EH-A, ES6EH-B, ES7EH-A, ES7EH-B, ES8EH-A, ES9EH-A, ES9EH-B, ES10EH-A, ES10EH-D, ES12EH-A, ES12EH-E, ES13EH, ES14EH-A, ES15EH-A, ES15EH-C, ES16EH, ES18EH-A, ES18EH-C, ES20EH-A, ES20EH-C	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2019-009-ext01 à 2019-009-ext21
ELOY WATER	X-PERCO FRANCE QT 5 EH	5 EH	2013-12
ELOY WATER	Gamme X-PERCO FRANCE C-90, modèles 5EH - monocuve, 6EH - monocuve, 6EH - bicuve, 7EH - bicuve, 10EH - bicuve, 12EH - bicuve, 12EH - tricuue, 14EH - EH bicuve et 20EH - tricuue	5, 6, 7, 10, 12, 14, 18 et 20	2013-12-mod01, 2013-12-mod02-ext01 à 2013-12-mod02-ext09, 2013-12-mod03, 2013-12-mod03-ext01, 2013-12-mod03-ext02, 2013-12-mod03-ext04, 2013-12-mod03-ext05, 2013-12-mod03-ext06, 2013-12-mod03-ext09, 2013-12-mod03-ext10, 2013-12-mod03-ext11, 2013-12-mod04, 2012-12-mod04-ext02, 2013-12-mod04-ext04, 2013-012-mod04-ext06, 2013-012-mod04-ext09, 2013-012-mod04-ext10
ELOY WATER	Gamme X-Perco C90 modèles 5EH bicuve, 10EH - tricuue, 14EH - tricuue, 18EH - tricuue	5, 10, 14 et 18	2013-12-mod02, 2013-12-mod02-ext03, 2013-12-mod02-ext07, 2013-12-mod02-ext08
EPARCO	Gammes ZEOLITEPARCO MONO-CUVE	et 5 à 20 EH	2010-023-mod01, 2013-023-mod01-ext01

		ZEOLITEPARCO BI-CUVE		à 2010-023-mod01-ext14, 2018-005 et 2018-005-ext01
EPARCO		Gamme BOXEPARCO	4, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 EH	2014-016, 2014-016-ext01 à 2014-016-ext06
EPUR		BIOFRANCE Passive 6 EH, Gamme BIOFRANCE Passive modèles 8 EH, 12 EH, 15EH et 20EH, BIOFRANCE Roto Passive 6 EH, Gamme BIOFRANCE Roto Passive modèles 7EH et 15EH	6, 7, 8, 12, 15, 20 EH	2016-009, 2016-009-ext01, 2016-009-ext02, 2016-009-ext03, 2016-009-ext04 et 2016-009-mod01, 2016-009-mod01-ext01, 2016-009-mod01-ext02
FCI TECHNOLOGY	AQUA	ECOFLO MAXI COCOONING 6 EH	6 EH	2015-013
France Assainissement Environnement	Europe	Gamme STEPURFILTRE-FEA	5, 10, 15 et 20 EH	2019-007, 2019-007-ext01, 2019-007-ext02, 2019-007-ext03
GRAF DISTRIBUTION		KIT BIOMATIC COMPLET 6 EH et KIT BIOMATIC COMPLET 12 EH	6 et 12 EH	2016-010, 2016-010-mod01, 2016-010-mod02, 2016-010-mod03, 2016-010-ext01, 2016-010-ext01-mod01, 2016-010-ext01-mod02 et 2016-010-ext01-mod03
HYDREAL		HF05 HYDROFILTRE	5 EH	2017-009
HYDREAL		HYDROFILTRE2/HF05B, HYDROFILTRE2/HF07B, HYDROFILTRE2/HF10B, HYDROFILTRE2/HF14B, HYDROFILTRE2/HF20B	HYDROFILTRE2/HF06B, HYDROFILTRE2/HF09B, HYDROFILTRE2/HF12B, HYDROFILTRE2/HF18B et 5, 6, 7, 9, 10, 12, 14, 18, 20 EH	2019-002-ext01 à 2019-002-ext09
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		Gamme COMPACT'O ST, modèles 4ST 5ST et 6ST types S et R	4, 5 et 6 EH	2014-011, 2014-011-ext01 et 2014-011-ext02
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		Gamme COMPACT'O ST2, modèles 4ST2, 5ST2, 6ST2, 8ST2, 10ST2, 12ST2 et 16ST2 types S et R	4, 5, 6, 8, 10, 12 et 16 EH	2011-007, 2011-007-ext01 à 2011-007-ext06
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		ECOPACT'O 5EH types S et R	5 EH	2015-010
NASSAR GROUP	TECHNO	Gamme N-ECO; modèles N-ECO5, N-ECO12, N-ECO18	5, 12 et 18 EH	2018-001-ext01 à 2018-001-ext03
QUEST ENVIRONNEMENT		Filière d'assainissement compactodiffuseur à zéolithe BFC9	9 EH	2012-033 et 2012-033-mod01
QUEST ENVIRONNEMENT		Gamme Filière d'assainissement compactodiffuseur à zéolithe BFC	5, 6, 7, 10, 12, 15 et 20 EH	2012-033-mod01-ext01 à 2012-033-mod01-ext07
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT		Gamme STEPURFILTRE modèles 5 EH, 10 EH, 15 EH et 20 EH	5, 10, 15 et 20 EH	2017-005, 2017-005-ext01 à 2017-005-ext03
PREMIER TECH AQUA		EPURFIX modèle CP MC	6 EH	2011-018
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5 et 7 EH	2010-018
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5 et 7 EH	2010-018bis
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5, 6 et 8 EH	2012-027
PREMIER TECH AQUA		PRECOFLO modèle CP	5 EH	2011-019
PREMIER TECH AQUA		Gamme PRECOFLO, modèles CP	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2012-029
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2011-020 et 2011-021
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MINI CP	5, 6, 7, 8 et 10 EH	2012-028
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MEGA CP	12, 14, 17 et 20 EH	2012-028
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2010-017
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2010-017bis
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-026
PREMIER TECH AQUA		Gamme ECOFLO, modèles CP MC	3, 5, 7, 10, 15 et 20 EH	2012-034
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles EPURFIX Polyéthylène	5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext01 à 2012-026-ext09, 2012-026-ext01-mod01 et 2012-026-ext02-mod01
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Polyéthylène	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext10 à 2012-026-ext20
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et	2012-026 et 2012-026-ext21 à 2012-026-

	Polyester MAXI	20 EH	ext28	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Polyester	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-026-ext29 à 2012-026-ext37	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Béton	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext38 à 2012-026-ext48	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Polyéthylène, filière ECOFLO Polyéthylène PE1, modèles 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 15 et 20 EH	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 15 et 20 EH	2016-003-ext01 à 2016-003-ext10	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Polyéthylène, filière ECOFLO Polyéthylène PE2, modèles 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2016-003-mod01-ext11 à 2016-003-mod01-ext18	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton S1, modèles 5, 6, 7, 10, 12, 14, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 7, 10, 12, 14, 15, 18 et 20 EH	2016-003-ext19 à 2016-003-ext28	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton S2, modèles 5, 7, 10, 14, 15 et 20 EH	5, 7, 10, 14, 15 et 20 EH	2016-003-ext29 à 2016-003-ext35	
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton U1, modèles 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2016-003-ext36 à 2016-003-ext43	
PREMIER TECH AQUA	Gamme « Filtre ECOFLO Polyéthylène », filière ECOFLO Polyéthylène PE2 »	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18, 20 EH	2016-003-mod01-ext11 à 2016-003-mod01-ext18	
PREMIER FRANCE	TECH Gamme KOKOPUR	5 et 10 EH	2013-001 et 2013-001-ext01	
PUROTEK	COCOLIT 5	5 EH	2015-003	
PUROTEK	Gamme COCOLIT, modèle 9	9 EH	2015-003-ext01	
SEBICO	BIOMERIS P	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2017-001, 2017-001-ext01 à 2017-001-ext08 2018-006, 2018-006-ext01 à 2018-006-ext08	
SEBICO	SEPTODIFFUSEUR SD14 et SD 22	4 EH	2010-008	
SEBICO	SEPTODIFFUSEUR SD23	5 EH	2010-009	
SEBICO	Gamme SEPTODIFFUSEUR SD	2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2011-015	
SIMOP	BIONUT 6051/06-1	6 EH	2015-005	
SIMOP	Gamme BIONUT, modèles 6050/05, 6050/05-1, 6051/05, 6051/05-1, 6052/05, 6053/05, 6050/06, 6050/06-1, 6050/06-2, 6051/06, 6051/06-2, 6052/06, 6053/06, 6050/10, 6051/10, 6052/10, 6053/10, 6050/12 = 6052/12, 6051/12 = 6053/12, 6050/15 = 6052/15, 6051/15 = 6053/15, 6050/18 = 6052/18 et 6050/20 = 6052/20	5, 6, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2015-005-ext01 à 2015-005-ext23	
SIMOP	BIONUT2/6054/04, BIONUT2/6054/05, BIONUT2/6054/06, BIONUT2/6054/08, BIONUT2/6054/10, BIONUT2/6054/12-1, BIONUT2/6054/12, BIONUT2/6054/16, BIONUT2/6054/18, BIONUT2/6054/20	BIONUT2/6054/04-1, BIONUT2/6054/06-1, BIONUT2/6054/08-1, BIONUT2/6054/12-1, BIONUT2/6054/16, BIONUT2/6054/18, BIONUT2/6054/20	4 EH, 4 EH, 5 EH, 6 EH, 6 EH, 8 EH, 8 EH, 10 EH, 12 EH, 12 EH, 16 EH, 18 EH et 20 EH	2019-001-ext01 à 2019-001-ext13
SIMOP	BIONUT2/6054/04 FS, BIONUT2/6054/05 FS, BIONUT2/6054/06 FS, BIONUT2/6054/08 FS, BIONUT2/6054/12-1 FS, BIONUT2/6054/16 FS, BIONUT2/6054/20 FS	BIONUT2/6054/04-1 FS, BIONUT2/6054/06-1 FS, BIONUT2/6054/08-1 FS, BIONUT2/6054/10 FS, BIONUT2/6054/12 FS, BIONUT2/6054/18 FS, BIONUT2/6054/20 FS	4, 5, 6, 8, 10, 12, 16, 18, 20 EH	2019-010-ext01 à 2019-010-ext13
SOTRALENTZ	EPANBLOC faible profondeur	6 EH	2012-043	
SOTRALENTZ	Gamme EPANBLOC faible profondeur, modèles EPAN 24, EPAN 25, EPAN 34 et EPAN 45	8, 10, 12 et 20 EH	2012-043, 2012-043-ext01 à 2012-043-ext04	
SOTRALENTZ	EPANBLOC grande profondeur	6 EH	2012-044	
SOTRALENTZ	Gamme EPANBLOC grande profondeur, modèles EPAN 24, EPAN 25, EPAN 34 et EPAN 45	8, 10, 12 et 20 EH	2012-044, 2012-044-ext01 à 2012-044-ext04	
SOTRALENTZ	Gamme Actifiltre QR, modèles 2500-2500, 3500-2500, 5000-2500, 6000-4000, 8000-5000 et 10000-6000	5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2017-006, 2017-006-ext01 à 2017-006-ext05	
STOC	Gamme BRIO Filtre Compact modèles BRIO 5, BRIO 6, BRIO 8, BRIO 12, BRIO 16 et BRIO 20	5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2017-007, 2017-007-ext01 à 2017-007-ext05	
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2012-006	
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-008	

		20 EH	
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MAXI CP	4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-035
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-036
STRADAL	Gamme EPURBA COMPACT	5, 10, 15 et 20 EH	2012-010
STRADAL	Gamme EPURBA COMPACT	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2012-037-mod01
TRICEL	Gamme TRICEL SETA, modèles FR4, FR5, FR6, FR9, FR12, FR15 et FR18	4, 5, 6, 9, 12, 15 et 18 EH	2016-004, 2016-004-ext01 à 2016-004-ext06
TRICEL	Gamme TRICEL SETA SIMPLEX, modèles FR4/1800, FR4/3500, FR5/2350, FR5/3200, FR5/4100, FR6/3400, FR6/4200, FR6/5100, FR9/4200 et FR9/6000	4, 5, 6 et 9 EH	2016-004-mod01-ext01 à 2016-004-mod01-ext010 et 2016-004-mod02-ext01 à 2016-004-mod02-ext10

Les filtres plantés :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2011-022-mod03-ext14 à 2011-022-mod03-ext19
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles géo 2-3-4-5-6-7-8-9-10-12-14-16-18-20 EH	2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2011-022-mod03-ext01 à 2011-022-mod03-ext13
AQUATIRIS	Jardi-Assainissement FV, Modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2014-014-mod02, 2014-014-mod02-ext01 à ext05
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV, Modèles géo 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18, 20 EH	2014-014-mod02-ext06 à 2014-04-mod02-ext19
BlueSET	Gamme Phytostation	3, 4, 5, 6, 8, 10, 12, 16, 18 EH	2014-005-mod01, 2014-005-mod01-ext01 à 2014-005-mod01-ext08
EPUR NATURE	AUTOEPURE 3000	5 EH	2011-004 et 2011-004bis
EPUR NATURE	Gamme AUTOEPURE, modèles 4000, 5000, 7000 et 9000	8, 10, 15 et 20 EH	2012-013
JEAN VOISIN	Ecophyltre	4 EH	2014-007
JEAN VOISIN	Gamme Ecophyltre, modèles 5, 7 et 10 EH	5, 7 et 10 EH	2014-007-ext01 à 2014-007-ext03
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2011-022-mod03-ext14 à 2011-022-mod03-ext19

Les microstations à cultures libres :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
ADVISAN	EPURALIA 5 EH	5 EH	2011-012 et 2011-012-mod01
ALBIXON	TP-5EO	5 EH	2012-038
ALIAxis UI	PURESTATION EP600	4 EH	2011-003
ALIAxis UI	PURESTATION EP600	4 EH	2011-003bis et 2011-003bis-mod01
ALIAxis UI	Gamme PURESTATION, modèles EP900	5 EH	2012-017
AQUATEC VFL	AQUATEC VFL ATF-8 EH	8 EH	2011-023
AQUATEC VFL	Gamme AQUATEC VFL AT, modèles AT-4EH, AT-6EH, AT-8EH, AT-10EH et AT-13EH	4, 6, 8, 10 et 13 EH	2012-005, 2012-005-ext01 à 2012-005-ext04
AQUITAINE BIO-TESTE	STEPIZEN 5 EH	5 EH	2011-010-mod02
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 6 EH	6 EH	2013-011-01
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 9 EH	9 EH	2013-011-02
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 15 EH	15 EH	2013-011-03
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société SOTRALENTZ, modèle 9 EH	9 EH	2013-011-02-mod01
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société SOTRALENTZ, modèle 15 EH	15 EH	2013-011-03-mod01

ASIO	AS-VARIOCOMP K5 types K/S, K/PB et K/PB/SV	5 EH	2012-015
ASIO	Gamme AS-VARIOCOMP, modèles K8 type K/S et K12 type K/S	8 et 12 EH	2012-015-ext01 et 2012-015-ext02
ASIO	AS-VARIOCOMP ROTO 3	3 EH	2012-016
ASIO	Gamme AS-VARIOCOMP, modèles K5 types K/S, K/PB et K/PB/SV, K8 type K/S et K12 type K/S	5, 8, 12 EH	2012-015-mod01, 2012-ext01-mod01, 2012-015-ext02-mod01
ATB FRANCE	PURROO PE 5 EH	5 EH	2014-004 et 2014-004-mod01
ATB FRANCE	Gamme PURROO PE, modèles 5 EH AD, 9 EH et 12 EH	5, 9 et 12 EH	2014-004-ext01 à 2014-004-ext03
ATB FRANCE	PURROO 6 EH	6 EH	2013-003
ATB FRANCE	PURROO B 6 EH	6 EH	2013-003-mod01
ATB FRANCE	Gamme PURROO B, modèle 14 EH	14 EH	2014-004-ext04
BONNA SABLA	OXYSTEP 4-8EH	8 EH	2012-042
BORALIT FRANCE	OPUR SuperCompact 3	3 EH	2011-009
BORALIT FRANCE	Gamme OPUR SuperCompact, modèle 4 EH	4 EH	2011-009-ext01
Cabinet d'ingénieurs Bokatec	Gamme AERO modèles Grizzly 5 et Biocell 6	5 et 6 EH	2018-004-ext01 et 2018-004-ext02
CLAIR'EPUR	MICROBIOFIXE 500	5 EH	2012-032
CONDER ENVIRONMENTAL SOLUTIONS	CONDER CLEREFLO ASP 8 EH	8 EH	2012-045
DMT MILIEUTECHNOLOGIE BV	IWOX 4	4 EH	2013-014
DMT MILIEUTECHNOLOGIE BV	IWOX 4 Plus	4 EH	2013-015
ENVIPUR	BIOCLEANER-B 4 PP	4 EH	2011-017
GRAF DISTRIBUTION	KLARO EASY	8 EH	2011-005 bis
GRAF DISTRIBUTION	KLARO EASY 8EH	8 EH	2011-005bis-mod01
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèle EASY	18 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèle EASY 18 EH	18 EH	2012-031-mod01
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèles QUICK	4, 6 et 8 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèles QUICK 4 EH, QUICK 6 EH, QUICK 8 EH	4, 6 et 8 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme EASYONE, modèles 5 EH, 7 EH et 9 EH	5, 7 et 9 EH	2015-008, 2015-008-ext01 et 2015-008-ext02
GRAF DISTRIBUTION	Gamme EASYONE, modèles 12 EH et 15 EH	12 et 15 EH	2015-008-ext03 et 2015-008-ext04
IFB ENVIRONNEMENT	Gamme Végépure Compact	4 à 20 EH	2012-023-mod01, 2012-023-ext01 à 2012-023-ext16
IFB ENVIRONNEMENT	Gamme Végépure ProMS	4 à 20 EH	2012-024-mod01, 2012-024-ext01 à 2012-024-ext16
INNOCLAIR	Gamme Nouvelle génération, modèles NG4, NG6 Family, NG6 Maxi et NG9	4, 6 et 9 EH	2014-015, 2014-015-mod01, 2014-015-mod02, 2014-015-ext01 à 2014-015-ext03
KESSEL AG	Gamme Innoclean PLUS, modèles EW4, EW6, EW8, EW10 et EW4-6	4, 6, 8, 10 et 4-6 EH	2012-041, 2012-041-ext01 à 2012-041-ext03, 2012-041-ext02-mod01, 2012-041-ext03-mod01 et 2012-
KESSEL AG	Gamme Innoclean PLUS, modèles EW12, EW14, EW16, EW18 et EW20	12, 14, 16, 18 et 20 EH	2012-041-ext04 à 2012-041-ext08 et 2012-041-ext04-mod01 à 2012-041-ext08-mod01
MALL	SanoClean 4 EH Béton	4 EH	2015-006 et 2015-006-mod01
MALL	SanoClean 4 EH PE	4 EH	2015-007
NEVE ENVIRONNEMENT	TOPAZE T5 Filtre à sable	5 EH	2010-003bis
NEVE ENVIRONNEMENT	Gamme TOPAZE Filtre à sable, modèles T5, T7000 et T18000	5, 7 et 8 EH	2010-003bis, 2010-003bis-ext01 et 2010-003bis-ext02
NEVE ENVIRONNEMENT	TOPAZE T5 ANNEAU PP	5 EH	2013-004
NEVE ENVIRONNEMENT	Gamme TOPAZE ANNEAU, modèles T5, T8, T12 et T16	5, 8, 12 et 16 EH	2013-004, 2013-004-ext01 à 2013-004-ext04
REWATEC	SOLIDO 5 E-35	5 EH	2014-017 et 2014-017-mod01
REWATEC	Gamme SOLIDO, modèles 6 E-45 et 10 E-35/35	6 et 10 EH	2014-017-mod01-ext01 et 2014-017-mod01-ext02

ROTH WERKE	Gamme Roth MicroStar, modèles 5 et 10	5 et 10 EH	2016-008-ext01 et 2016-008-ext02
ROTO GROUP	VODALYS 6 EH, Gamme VODALYS, modèles 10 et 14 EH	6 EH, 10 EH, 14 EH	2014-018, 2014-018-mod01, 2014-018-mod01-ext01, 2014-018-mod01-ext02
ROTOPLAST	NAROSTATION 4 EH	4 EH	2013-009
SMVE	EYVI 07 PTE	7 EH	2011-008
SMVE	EYVI 07 PTE	7 EH	2011-008bis
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 6000 DP	6 EH	2012-009-mod01-ext01
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 7000 DP	8 EH	2012-009-mod01-ext02
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 11000 DP	12 EH	2012-009-mod01-ext03
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 14000 DP	16 EH	2012-009-mod01-ext04
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 18000 DP	20 EH	2012-009-mod01
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 8000 QR	10 EH	2012-009-mod01-ext05
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 10000 QR	12 EH	2012-009-mod01-ext06
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 10000 SP	12 EH	2012-009-mod01-ext07
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 2500-2500 SL	4 EH	2012-009-mod01-ext08
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 3500-2500 SL	4 EH	2012-009-mod01-ext09
SOTRALENTZ	Gamme ACTICLEVER, modèles AT 122, 25-25 QR, 40-40 QR et 50-50 QR	6, 9, 13, 15 EH	2018-007-ext01 à 2018-007-ext04
STOC ENVIRONNEMENT	OXYFILTRE 5 EH	5 EH	2011-001 et 2011-001bis
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 9	9 EH	2012-012
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 17	17 EH	2012-012
TOPOL WATER	TOPAS R 5-0,7	5 EH	2019-003
TOPOL WATER	TOPAS S 7	7 EH	2019-004
UTP UMWELTTECHNIK PÖHNL	KLÄROFIX 6	6 EH	2011-013
WPL	WPL DIAMOND EH5	5 EH	2012-039
WPL	Gamme Diamond DMS	5, 10, 15 et 20 EH	2015-011, 2015-011-ext01 à 2015-011-ext03
SOTRALENTZ	Gamme ACTICLEVER, modèles AT 122, 25-25 QR, 40-40 QR et 50-50 QR	6, 9, 13, 15 EH	2018-007-ext01 à 2018-007-ext04
STOC ENVIRONNEMENT	OXYFILTRE 5 EH	5 EH	2011-001 et 2011-001bis
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 9	9 EH	2012-012
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 17	17 EH	2012-012
TOPOL WATER	TOPAS R 5-0,7	5 EH	2019-003
TOPOL WATER	TOPAS S 7	7 EH	2019-004
UTP UMWELTTECHNIK PÖHNL	KLÄROFIX 6	6 EH	2011-013
WPL	WPL DIAMOND EH5	5 EH	2012-039
WPL	Gamme Diamond DMS	5, 10, 15 et 20 EH	2015-011, 2015-011-ext01 à 2015-011-ext03

Les microstations à cultures fixées :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
ABAS	SIMBIOSE 4 EH	4 EH	2010-021
ABAS	Gamme SIMBIOSE, modèles 4BP, 5 BIC et 5 BP	4 et 5 EH	2011-024
ABAS	Gamme SIMBIOSE SB, modèles SB 4, SB 5, SB 6, SB 8 et SB 13	4, 5, 6, 8 et 13 EH	2013-013, 2013-013-ext01 à 2013-013-ext04
ALIAxis	Gamme PureStation PS V, modèles PS6, PS9V et PS15V	6, 9 et 15 EH	2014-019, 2014-019-mod01-ext01, 2014-019-mod02-ext01 et 2014-019-mod01-ext02
AMMERMANN UMWELTTECHNIK	Ammermann AQUATOP 4 EH	4 EH	2013-010
ASSAINISSEMENT AUTONOME	Gamme FLUIDIFIX, modèles 4ST, 5ST, 6ST	4, 5 et 6 EH	2017-010-ext01, 2017-010-ext02, 2017-010
BERGMANN UMWELTTECHNIK	WSB clean 5 EH	5 EH	2014-010 et 2014-010-mod01

BIONEST	BIONEST PE-5	5 EH	2010-005
BIONEST	BIONEST PE-5	5 EH	2010-005bis
BIONEST	Gamme BIONEST PE, modèle PE-7	7 EH	2012-025
BIONEST FRANCE	Gamme BIO-UNIK, modèles BIO-10ST, BIO-5ST, BIO-5TB, BIO-6ST, BIO-7ST, BIO-7SB, BIO-7TB, BIO-10SB, BIO-10TB, BIO-10ST-2, BIO-15SB, BIO-15TB, BIO-5SB, BIO-5TB, UNIK-7TB	5, 7, 10, et 15 EH	2015-002, 2015-002-ext01 à 2015-002-ext15
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO	4 EH	2012-004
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO	4 EH	2012-004-mod01
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO 4 EH	4 EH	2012-004-mod02
BLUEVITA	Gamme BLUEVITA TORNADO, modèle 6 EH	6 EH	2012-004-mod02-ext01
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO 4 EH	4 EH	2012-004-mod03
BLUEVITA	Gamme BLUEVITA TORNADO, modèle 6 EH	6 EH	2012-004-mod03-ext01
BORALIT	OPUR SuperCompact MB 5	5 EH	2014-013
BORALIT	Gamme OPUR SuperCompact MB, modèle MB 7	7 EH	2014-013-ext01
CLAREHILL PLASTICS	HydroClear 8	8 EH	2014-006
CLAREHILL PLASTICS	Harlequin HydroClear 8	8 EH	2014-006-mod01
COC ENVIRONNEMENT	StepEco	5 EH	2016-005 et 2016-005-mod01
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact 1	4 EH	2010-020
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 4 EH	4 EH	2010-020-mod01
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 6 EH	6 EH	2013-005
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 8 EH	8 EH	2014-009
DELPHIN SYSTEMS	WATER Gamme DELPHIN compact, modèle 12 EH	12 EH	2013-005-ext01
EAUCLIN	MONOCUVE TYPE 6	6 EH	2010-011
ELOY WATER	OXYFIX C-90 MB 4 EH	3 EH	2010-015
ELOY WATER	OXYFIX C-90 MB 6000	5 EH	2010-016
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB, modèles 4, 5, 6	6, 9 et 11 EH	2012-002
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB, modèles 4, 5 et 6 EH (Inox)	4, 5 et 6 EH	2012-018
ELOY WATER	OXYFIX C-90 (2015_01) 20 EH	20 EH	2015-001
ELOY WATER	OXYFIX C-90 (2015_01) 20 EH	20 EH	2015-001-mod01
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB (2015_01), modèles 4 EH cloisons Inox et BFHP, 5 EH cloisons Inox et BFHP, 6 EH cloisons Inox et BFHP, 7, 9, 9, 11, 14 et 17 EH	4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2015-001-ext01 à 2015-001-ext11
ELOY WATER	Gamme OXYFIX LG-90 MB, modèles 4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2015-001-ext12 à 2015-001-ext20
ELOY WATER	Gamme OXYFIX G-90 MB, modèles 4, 5, 6	4, 5, 6 et 11 EH	2010-016-ext01 à 2010-016-ext04
ELOY WATER	Gamme OXYFIX G-90 MB, modèle 9 EH	9 EH	2010-016-ext05
ELOY WATER	Gamme «OXYFIX R-90 MB», modèles 4, 5 et EH	4,5 et 6 EH	2015-001-ext21, 2015-001-ext22, 2015-001-ext23
EPUR	Gamme BIOFRANCE, modèles 4, 5, 6, Bloc 6, 8, Bloc 8, 12, 16 et 20 EH	4, 5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2014-012-mod01-ext01, 2014-012-mod01-ext02, 2014-012-mod01-ext03, 2012-020-mod02-ext04, 2012-020-ext04-mod02, 2012-020-mod02-ext03, 2012-020-mod02-ext02, 2012-020-mod02-ext02, 2012-020-mod02-ext01, 2012-020-mod02-ext01, 2012-020-mod02
EPUR	Gamme BIOFRANCE PLAST, modèles 5, 6, 7, mono 8, 8 EH, 12, 16 et 20 EH	5, 6, 7, 8, 12, 16 et 20 EH	2010-007bis, 2014-012-mod01, 2014-012-mod01-ext01, 2014-012-mod01-ext02, 2012-021-ext03, 2012-021-ext02, 2012-021-ext01, 2012-021

EPUR	Gamme BIOFRANCE ROTO, modèles 6, 7, 8, 12 et 16 EH	6, 7, 8, 12 et 16 EH	2014-012-mod03, 2011-011bis-mod01, 2014-012-mod03-ext01, 2012-019-mod01, 2012-019-mod01-ext03, 2012-019-mod01-ext02, 2012-019-mod01-ext01
France Assainissement Environnement	Europe Gamme STEPURBIO-FEA, CF 2593 Petit modèle et CF 3242 Grand modèle	5 EH	2019-005 et 2019-006
HYDREAL	Gamme HYDROSTEP, modèles HS06, HS09, HS12	6, 9 et 12 EH	2018-002, 2018-002-ext01 et 2018-002-ext02
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	BIODISC BA 5 EH	5 EH	2010-022
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	BIODISC BA 5 EH	5 EH	2010-022bis
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	BioDisc BA 6	6 EH	2014-001
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	BioDisc BC 18	18 EH	2014-002
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	Gamme BioDisc, modèle BB 10	10 EH	2014-002-ext01
KINGSPAN ENVIRONMENTAL	Gamme Bioficient+, modèles 6 et 10	6 et 10 EH	2016-002, 2016-002-ext01
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL	TRICEL FR 6/3000	6 EH	2011-006
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL	TRICEL FR 6/4000	6 EH	2012-003
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL	Gamme TRICEL, modèles FR 9/5000, FR 9/6000, FR 11/6000, FR 9, 11, 14, 11/7000, FR 14/8000, FR 14/9000, FR 17/9000, FR 17/10000 et FR 17 20/10000	17 et 20 EH	2011-006-ext01 à 2011-006-ext09
NASSAR GROUP	TECHNO Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèle XXS	4 EH	2011-002, 2011-002bis, 2013-002-01
NASSAR GROUP	TECHNO Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèles NDG XXS, NDGS XS et NDG S	6, 10 et 20 EH	2013-00-ext03-mod01, 2013-002-ext04-mod01, 2013-002-ext05-mod01
NASSAR GROUP	TECHNO Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèle Xs2c	8 EH	2012-022, 2013-002-02
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT	Gamme BIO REACTION SYSTEM, modèles SBR-5000 litres (5 EH), SBR-7500 litres monobloc (5 EH), SBR-7500 litres monobloc (6 EH), SBR-7000 litres (5 EH), SBR-9000 litres (10 EH), SBR-10000 litres (10 EH), SBR-5000 litres (5 EH), SBR-6000 litres (5 EH), SBR-8000 litres (8 EH), SBR-8000 litres (10 EH), SBR-13000 litres (20 EH) et SBR-1000 litres (15 EH)	5, 6, 8, 10, 15 et 20 EH	2010-010, 2010-010-ext01 à 2010-010-ext05, 2010-010bis, 2010-010bis-mod01, 2012-007, 2010-010bis-ext01, 2010-010bis-ext02, 2010-010bis-ext02-mod01 et 2010-010bis-ext02-ext01
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT	Gamme STEPRUBIO, CF 2593 petit modèle et CF 3242 grand modèle	5 EH	2016-007-mod01 et 2016-007-mod02
PICOBELLS	PICOBELLS 6 EH	6 EH	2014-003
REMACLE	THETIS CLEAN 5EH	5 EH	2015-009
REMOSA FRANCE	NECOR 5	5 EH	2013-008
REMOSA FRANCE	Gamme NECOR, modèles 10 et 15	10 et 15 EH	2013-008-ext01 et 2013-008-ext02
SEBICO	BIOKUBE	5 EH	2011-016
SEBICO	Gamme Microstations Aquameris, modèles 5 et 10 EH	5 et 10 EH	2012-030
SEBICO	Gamme Microstations Aquameris, modèles 5, 8 et 10 EH	5, 8 et 10 EH	2012-030, 2012-030-mod01, 2012-030-ext01, 2012-030-ext01-mod01, 2012-030-ext02
SEBICO	Aquaméris AQ2/6P	6 EH	2014-020
SEBICO	Gamme Aquaméris AQ2, modèles AQ2/4P et AQ2/5P	4 et 5 EH	2014-020-ext01 et 2014-020-ext02
SIMOP	BIOXYMOP 6025/06	6 EH	2012-001
SIMOP	Gamme BIOXYMOP 6027 modèle 05 et 6027/06	5 et 6 EH	2017-008, 2017-008-ext01
SIMOP	Gamme BIOXYMOP, modèles 6025/06, 6025/06/AC, 6037/06, 6030/09 et 6030/12	6, 9 et 12 EH	2012-001-mod01 à 2012-001-mod06, 2012-001-mod01-ext01, 2012-001-mod01-ext01-mod01, 2012-001-mod01-ext01-mod02, 2012-001-mod01-ext02, 2012-001-mod01-ext02-mod01 et 2012-001-mod01-ext02-mod02
TELENE	AQUA-TELENE KGRNF-5	5 EH	2015-012

TRICEL	Gamme TRICEL Novo, modèles FR6/3000G, FR6/4000G, FR9/5000G, FR9/6000G, FR11/6000G, FR11/7000G, FR14/8000G, FR14/9000G, FR17/9000G, FR20/10000G et Gamme TRICEL Novo modèles FR6/3000P, FR6/4000P, FR9/5000P, FR9/6000P, FR11/6000P, FR11/7000P, FR14/8000P, FR14/9000P, FR17/9000P, FR20/10000P	6, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2011-006-mod01, 2012-003-mod01, 2011-006-ext01-mod01, 2011-006-ext02-mod01, 2011-006-ext03-mod01, 2011-006-ext04-mod01, 2011-006-ext05-mod01, 2011-006-ext06-mod01, 2011-006-ext07-mod01, 2011-006-ext08-mod01, 2011-006-ext09-mod01, 2017-004, 2017-004-mod01, 2017-004-ext01 à 2017-004-ext09
VILTRA	OXTEC 6	6 EH	2016-006

Les dispositifs sont agréés par publication au journal officiel. Toute référence à un agrément ou numéro d'agrément non paru au journal officiel n'a aucune valeur juridique. Il est à noter que les numéros d'agrément 2010-001, 2010-024 et 2010-025 n'ont pas été attribués. Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées : en sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

La périodicité de la vidange des dispositifs de traitement de type microstations doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 30 % du volume utile du compartiment concerné. Pour les dispositifs de type compacts, la périodicité de la vidange de la fosse septique doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile. Les dispositifs agréés dont l'avis publié au Journal officiel mentionne "Ce dispositif ne peut être installé pour fonctionner par intermittence" ne peuvent être installés en résidence secondaire.

Les opérateurs économiques sont tenus de fournir à l'organisme notifié et de diffuser auprès des acteurs la version du guide d'utilisation ayant fait l'objet de l'agrément. En cas de modification, les titulaires de l'agrément doivent faire part de ces modifications auprès de l'organisme notifié en charge de l'évaluation. En cas de modification des caractéristiques techniques et des conditions de mise en oeuvre (cf. article 9 de l'arrêté du 7 septembre 2009), l'opérateur économique doit en informer l'organisme notifié. Ex. : changement de matériau de la cuve.

ANNEXE 3

PLAN ANALYSE DE L'HABITAT
